

commune de LINGÈVRES
DÉPARTEMENT DU CALVADOS

ELABORATION DU P.L.U.

APPROBATION

vu pour être annexé à la
délibération du Conseil Municipal

en date du : - 5 MARS 2004

LE MAIRE



4a - ANNEXES DOCUMENTAIRES

**AGENCE
SCHNEIDER**

**architectes
urbanistes**

42, AVENUE DU 6 JUIN
14000 CAEN
TEL 02 31 35 49 60
FAX 02 31 35 49 61
florent.schneider@wanadoo.fr

commune de LINGÈVRES
DÉPARTEMENT DU CALVADOS

ELABORATION DU P.L.U.

APPROBATION

vu pour être annexé à la
délibération du Conseil Municipal

en date du :

- 5 MARS 2004



4-3 - ANNEXES DOCUMENTAIRES

**AGENCE
SCHNEIDER**

**architectes
urbanistes**

42, AVENUE DU 6 JUIN
14000 CAEN
TEL 02 31 35 49 60
FAX 02 31 35 49 61
florent.schneider@wanadoo.fr

ANNEXES DOCUMENTAIRES

1 - Vestiges archéologiques

Pour tous renseignements: Service Régional de l'Archéologie 13 bis rue Saint Ouen
14 052 CAEN CEDEX 04

2 - Circulation aérienne

Le territoire de la commune n'est pas grevé par les servitudes relevant de l'Aviation Civile. Néanmoins, y restent applicables, les dispositions de l'arrêté du 25 juillet 1990 relatif aux installations dont l'établissement à l'extérieur des zones grevées de servitudes aéronautiques de dégagement est soumis à autorisation et de la circulaire du 25 juillet 1990 prise en application pour l'instruction des dossiers concernant ces demandes d'autorisations d'installations.

3 - Télédiffusion

Les constructeurs sont tenus de se conformer aux règles et conséquences de l'article L 112-12 du Code de la Construction et de l'Habitation (J.O. en date du 8 juin 1978). TÉLÉDIFFUSION DE FRANCE souhaite que se mettent en place, dans l'intérêt des usagers de Radiodiffusion et de Télévision, des réseaux d'antennes communautaires lors de la création de zone pavillonnaire et îlot d'habitation, ceci pour des raisons d'esthétique, de commodité et de qualité de réception des émissions.

Pour tous renseignements: GROUPE RÉGIONAL DE LA RÉCEPTION / Ingénierie des réseaux câblés - Avenue de Belle Fontaine - 35 510 CESSON SEVIGNÉ.

| N° sur Plan | Nom du site ou lieu-dit | Nature du site et chronologie(s) | Année | Sect. | Cadastré Parcelles | Coordonnées Lambert | Degré de servitude |
|-------------|---------------------------------|--|-------|-------|--------------------|--------------------------------------|--------------------|
| 1 | Le Bourg Eglise Saint-Martin | Motte (Moyen Age) Eglise (Moyen Age et Moderne) | | | | 380, 700 / 168, 300 rayon : 110 m | 1 |
| 2 | Le Cordillon Saint-Laurent | Abbaye (Moyen Age et Moderne) | | | | 380, 850 / 166, 120 rayon : 220 m | 1 |
| 3 | Le Mesnil Landon | Habitat fortifié (Moderne) | | | | 382, 180 / 167, 890 rayon : 80 m | 1 |

Degré de servitude souhaité :

- 1 Site archéologique dont l'intérêt scientifique ou l'état de conservation justifie la préservation : doit être évité par tout projet d'aménagement et placé en zone non constructible au P.O.S. (Zone Nd).
- 2 Zone archéologique sensible sur laquelle tout projet d'aménagement devra être examiné pour avis par le Conservateur régional de l'Archéologie en application de l'article R.111-3-2 du Code de l'Urbanisme et du décret 86-192 du 5 février 1986 relatif à la prise en compte du patrimoine archéologique dans certaines procédures d'urbanisme.
- 3 Découvertes non encore localisées avec précision, indiquées pour information.

**MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT,
DU LOGEMENT, DES TRANSPORTS ET DE LA MER**

Arrêté du 25 juillet 1990 relatif aux installations dont l'établissement à l'extérieur des zones grevées de servitudes aéronautiques de dégagement est soumis à autorisation

NOR: EQUAS000474A

Le ministre de la défense, le ministre de l'intérieur, le ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer, le ministre des départements et territoires d'outre-mer, porte-parole du Gouvernement, et le ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur,

Vu le code de l'urbanisme, et notamment son article R. 421-38-13 ;

Vu le code de l'aviation civile, et notamment ses articles R. 241-1 à R. 241-3, R. 244-1 et D. 244-1 ;

Vu l'arrêté du 31 décembre 1984 fixant les spécifications techniques destinées à servir de base à l'établissement des servitudes aéronautiques ;

Vu l'avis de la commission centrale des servitudes aéronautiques en date du 14 décembre 1988,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. - Les installations dont l'établissement à l'extérieur des zones grevées de servitudes aéronautiques de dégagement est soumis à autorisation du ministre chargé de l'aviation civile et du ministre chargé des armées comprennent :

a) En dehors des agglomérations, les installations dont la hauteur en un point quelconque est supérieure à 50 mètres au-dessus du niveau du sol ou de l'eau ;

b) Dans les agglomérations, les installations dont la hauteur en un point quelconque est supérieure à 100 mètres au-dessus du niveau du sol ou de l'eau.

Sont considérées comme installations toutes constructions fixes ou mobiles.

Sont considérées comme agglomérations les localités figurant sur la carte aéronautique au 1/500 000 (ou son équivalent pour l'outre-mer) et pour lesquelles des règles de survol particulières sont mentionnées.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux lignes électriques dont l'établissement est soumis à celles de la loi du 15 juin 1906 et des textes qui l'ont modifiée ainsi qu'à celles de l'arrêté du 31 décembre 1984 fixant les spécifications techniques destinées à servir de base à l'établissement des servitudes aéronautiques.

Art. 2. - Pour l'application du troisième alinéa de l'article R. 244-1 du code de l'aviation civile, ne peuvent être soumises à un balisage diurne et nocturne, ou à un balisage diurne ou nocturne, que les installations (y compris les lignes électriques) dont la hauteur en un point quelconque au-dessus du niveau du sol ou de l'eau est supérieure à :

a) 50 mètres, en dehors des agglomérations

b) 100 mètres, dans les agglomérations.

c) 50 mètres, dans certaines zones, ou sous certains itinéraires, où les besoins de la circulation aérienne le justifient, notamment :

- les zones d'évolution liées aux aérodromes ;

- les zones montagneuses ;

- les zones dont le survol à très basse hauteur est autorisé.

Toutefois, en ce qui concerne les installations constituant des obstacles massifs (bâtiments à usage d'habitation, industriel ou artisanal), il n'est normalement pas prescrit de balisage diurne lorsque leur hauteur est inférieure à 150 mètres au-dessus du niveau du sol ou de l'eau.

Le balisage des obstacles doit être conforme aux prescriptions fixées par le ministre chargé de l'aviation civile.

Art. 3. - L'arrêté du 31 juillet 1963 définissant les installations dont l'établissement à l'extérieur des zones grevées de servitudes aéronautiques de dégagement est soumis à autorisation du ministre chargé de l'aviation civile et du ministre chargé des armées est abrogé.

Art. 4. - Les dispositions du présent arrêté sont applicables dans les territoires d'outre-mer et la collectivité territoriale de Mayotte, sous réserve des dispositions applicables à chaque territoire en matière d'urbanisme et d'aménagement du territoire.

Art. 5. - Le directeur général de l'aviation civile, les chefs d'état-major de l'armée de terre, de la marine et de l'armée de l'air, le directeur de l'architecture et de l'urbanisme, le directeur général des collectivités locales, le directeur de la sécurité civile et le directeur des affaires économiques, sociales et culturelles de l'outre-mer sont

chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 25 juillet 1990.

*Le ministre de l'équipement, du logement,
des transports et de la mer,*

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur du cabinet,

J.-C. SPINETTA

Le ministre de la défense,

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur du cabinet civil et militaire,

D. MANDELKERN

Le ministre de l'intérieur,

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur du cabinet,

C. VIGOUROUX

*Le ministre des départements et territoires d'outre-mer,
porte-parole du Gouvernement,*

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur des affaires économiques,
sociales et culturelles de l'outre-mer,*

G. BELORGEY

Le ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur,

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur du cabinet,

D. CADOUX

Circulaire du 25 juillet 1990 relative à l'instruction des dossiers de demande d'autorisation d'installations situées à l'extérieur des zones grevées de servitudes aéronautiques de dégagement

NOR: EQUAS000475C

Paris, le 25 juillet 1990

Le ministre de la défense, le ministre de l'intérieur, le ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer, le ministre des départements et territoires d'outre-mer, porte-parole du Gouvernement, et le ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur, à M&I les préfets de région, les délégués du Gouvernement dans les territoires d'outre-mer, les préfets (directions départementales de l'équipement), les directeurs régionaux de l'équipement, les directeurs régionaux et chefs de service d'Etat de l'aviation civile, le directeur général d'Aéroports de Paris, les directeurs des travaux publics des départements et territoires d'outre-mer, les directeurs des aéroports, principaux, les directeurs et chefs de service des travaux maritimes, le chef du service des bases aériennes, le chef du service technique des bases aériennes, les chefs des services spéciaux des bases aériennes, les directeurs des ports autonomes et services maritimes chargés des bases aériennes, le chef du service technique de la navigation aérienne, les chefs d'état-major des armées de terre, air, mer, le commandant de l'ALAT, le chef du service central de l'aéronautique navale, le directeur de la circulation

aérienne militaire, le directeur de l'infrastructure de l'air, les commandants des régions aériennes, les préfets maritimes et commandants d'arrondissement maritime, le commandant des forces aériennes de la zone Sud de l'océan Indien, le commandant des forces aériennes aux Antilles et en Guyane, le commandant des forces aériennes en Polynésie française, le commandant des forces aériennes en Nouvelle-Calédonie, le délégué à l'espace aérien

La présente circulaire, prise en application de l'arrêté du 25 juillet 1990 relatif aux installations dont l'établissement à l'extérieur des zones grevées de servitudes aéronautiques de dégagement est soumis à autorisation, a pour but de définir la procédure et les règles à appliquer pour l'instruction des dossiers concernant ces demandes d'autorisation d'installations.

I. - Rappel des dispositions réglementaires

L'article R. 244-1 du code de l'aviation civile stipule :

« A l'extérieur des zones grevées de servitudes de dégagement en application du présent titre, l'établissement de certaines installations qui, en raison de leur hauteur, pourraient constituer des obstacles à la navigation aérienne, est soumis à une autorisation spéciale du ministre chargé de l'aviation civile et du ministre chargé des armées.

« Des arrêtés ministériels déterminent les installations soumises à autorisation.

« L'autorisation peut être subordonnée à l'observation de conditions particulières d'implantation, de hauteur ou de balisage suivant les besoins de la navigation aérienne dans la région intéressée.

« Lorsque les installations en cause ainsi que les installations visées par la loi du 13 juin 1906 sur les distributions d'énergie qui existent à la date du 8 janvier 1959 constituent des obstacles à la navigation aérienne, leur suppression ou leur modification peut être ordonnée par décret pris après avis de la commission visée à l'article R. 242-1.

« Les dispositions de l'article R. 242-3 ci-dessus sont dans ce cas applicables. »

Les installations visées par cet article R. 244-1 du code de l'aviation civile sont définies par les dispositions de l'arrêté interministériel du 25 juillet 1990 prévoyant une autorisation du ministre chargé de l'aviation civile et du ministre chargé des armées lorsque leur hauteur est supérieure à 50 mètres en dehors des agglomérations et 100 mètres dans les agglomérations.

L'article R. 421-38-13 du code de l'urbanisme stipule :

« Lorsque la construction est susceptible, en raison de son emplacement et de sa hauteur, de constituer un obstacle à la navigation aérienne et qu'elle est soumise pour ce motif à l'autorisation du ministre chargé de l'aviation civile et du ministre chargé des armées, en vertu de l'article R. 244-1 du code de l'aviation civile, le permis de construire ne peut être délivré qu'avec l'accord des ministres intéressés ou de leurs délégués. Cet accord est réputé donné faute de réponse dans un délai d'un mois suivant la transmission de la demande de permis de construire par l'autorité chargée de son instruction. »

II. - Instruction des demandes d'autorisation

1. Installations soumises au permis de construire

La demande d'autorisation est constituée par le dossier de permis de construire.

Le service chargé de l'instruction de la demande de permis de construire transmet un exemplaire de la demande d'autorisation de construire à la direction régionale de l'aviation civile ou au service d'Etat de l'aviation civile ou à la direction générale d'Aéroports de Paris et à la région aérienne et, éventuellement, à la région maritime concernés, avec copie au chef du district aéronautique.

A cette demande, le service chargé de l'instruction de la demande de permis de construire doit :

- joindre un plan de situation de l'installation projetée à l'échelle 1/25 000 (ou 1/20 000) ;
- joindre un extrait du plan cadastral ;
- préciser la cote au pied de l'installation et sa hauteur.

2. Installations non soumises au permis de construire

Les déclarations adressées au directeur départemental de l'équipement, conformément aux dispositions de l'article D. 244-2 du code de l'aviation civile, sont transmises à la direction régionale de l'aviation civile ou au service d'Etat de l'aviation civile ou à la direction générale d'Aéroports de Paris et à la région aérienne et, éventuellement, à la région maritime concernés, avec copie au chef du district aéronautique.

A cette demande, le directeur départemental de l'équipement doit :

- joindre un plan de situation de l'installation projetée à l'échelle 1/25 000 (ou 1/20 000) ;
- joindre un extrait du plan cadastral ;
- préciser la cote au pied de l'installation et sa hauteur.

3. Instruction des demandes

a) Le directeur régional de l'aviation civile ou le chef de service d'Etat de l'aviation civile ou le directeur général d'Aéroports de Paris recueille l'avis du chef du district aéronautique (lorsqu'il existe).

b) Le directeur régional de l'aviation civile ou le chef de service d'Etat de l'aviation civile ou le directeur général d'Aéroports de Paris et le commandant de la région aérienne et le préfet maritime font procéder à une étude afin de faire apparaître comment se situe l'obstacle projeté par rapport aux zones de servitudes aéronautiques et aux zones d'évolution liées aux aérodromes existants ou projetés, ainsi qu'à l'ensemble des zones de l'espace aérien susceptibles d'être utilisées par les aéronefs.

c) L'autorisation est accordée sous réserve, le cas échéant, d'une ou des deux conditions suivantes :

- balisage de l'obstacle ;
- limitation de sa hauteur.

d) Le directeur régional de l'aviation civile ou le chef de service d'Etat de l'aviation civile ou le directeur général d'Aéroports de Paris et le commandant de la région aérienne et le préfet maritime font parvenir leur décision au service chargé de l'instruction de la demande de permis de construire en respectant le délai d'un mois.

e) Le service chargé de l'instruction de la demande de permis de construire prend en considération les avis formulés.

f) Dans tous les cas et conformément à l'instruction relative au service d'information aéronautique, lorsque l'autorisation a été donnée et les installations réalisées, le directeur régional de l'aviation civile ou le chef de service d'Etat de l'aviation civile ou le directeur général d'Aéroports de Paris demande au service d'information aéronautique :

- de porter à la connaissance des navigateurs aériens, par voie de NOTAM, l'existence (ou la suppression) de tout obstacle dépassant 50 mètres au-dessus du sol hors agglomération et 100 mètres au-dessus du sol en agglomération ;
- de faire figurer (ou de supprimer) cet obstacle artificiel dans (de) la liste des obstacles artificiels isolés de l'AIP.

Si l'obstacle dépasse 100 mètres au-dessus du sol, le service de l'information aéronautique prend, en outre, les dispositions pour les faire figurer sur les cartes aéronautiques au 1/500 000 OACI (ou la carte équivalente pour l'outre-mer).

h) Le propriétaire de l'installation doit aviser le directeur général d'Aéroports de Paris ou le chef de district aéronautique, lorsqu'il existe, de toute interruption de fonctionnement du balisage, afin que l'information soit portée à la connaissance des navigateurs aériens par voie de NOTAM.

III. - Règles à appliquer

1. Principe général

Le refus de délivrer l'autorisation de construire une installation de hauteur supérieure à celle qui rend cette autorisation obligatoire doit être exceptionnel.

2. Balisage des obstacles

Il est rappelé qu'un balisage ne peut être prescrit que pour les installations (y compris les lignes électriques) dont la hauteur en un point quelconque au-dessus du niveau du sol ou de l'eau est supérieure à :

- a) 80 mètres, en dehors des agglomérations ;
- b) 100 mètres, dans les agglomérations ;
- c) 50 mètres, dans certaines zones, ou sous certains itinéraires où les besoins de la circulation aérienne le justifient, notamment :
 - les zones d'évolution liées aux aérodromes ;
 - les zones montagneuses ;
 - les zones dont le survol à très basse hauteur est autorisé.

Toutefois, en ce qui concerne les installations constituant des obstacles massifs, il n'est normalement pas prescrit de balisage diurne lorsque leur hauteur est inférieure à 150 mètres au-dessus du niveau du sol ou de l'eau.

3. Zones d'évolution liées aux aérodromes

Une attention particulière doit être apportée à l'étude des dossiers relatifs aux projets d'installations situées dans les « zones d'évolution liées aux aérodromes » susceptibles d'être utilisées lors de l'exécution de procédures d'approche et de départ, et pouvant intéresser des zones hors servitudes de dégagement.

Dans ces zones, les obstacles peuvent être particulièrement contraignants et, dans certains cas, avoir une répercussion notable sur les minimums opérationnels de l'aérodrome entraînant, de ce fait, une réduction des taux de régularité.

**IV. - Instruction des demandes d'installation
des lignes électriques et des centres radioélectriques**

Les lignes électriques et les centres radioélectriques, en raison de leur nature, sont l'objet de procédures particulières ; ces procédures ne sont pas modifiées par la présente circulaire.

Les dossiers des lignes électriques sont instruits conformément à la loi du 13 juin 1906 et aux textes qui l'ont modifiée.

Les demandes d'installation des stations radioélectriques sont soumises à la procédure dite de la « CORESTA » (Commission d'étude de la répartition géographique des stations radioélectriques).

**V. - Application de la circulaire dans les territoires
d'outre-mer et la collectivité territoriale de Mayotte**

Chaque territoire peut établir une circulaire d'application à partir du texte applicable en métropole, en tenant compte des dispositions particulières locales.

Demeurent toutefois applicables dans les territoires d'outre-mer et la collectivité territoriale de Mayotte les dispositions de la présente circulaire dans le cas où une circulaire particulière n'a pas été établie.

VI. - Toutes les dispositions antérieures ayant le même objet sont abrogées.

VII. - Les directeurs régionaux de l'aviation civile ou les chefs de services d'Etat de l'aviation civile, le directeur général d'Aéroports de Paris, les préfets (D.D.E.), les directeurs des travaux publics des départements et territoires d'outre-mer, les commandants des régions aériennes et les préfets maritimes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente circulaire, qui sera publiée au Journal officiel de la République française.

*Le ministre de l'équipement, du logement,
des transports et de la mer,*

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur du cabinet,
J.-C. SPINETTA*

Le ministre de la défense,

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur du cabinet civil et militaire,
D. MANDELKERN*

Le ministre de l'intérieur,

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur du cabinet,
C. VIGOUROUX*

*Le ministre des départements et territoires d'outre-mer,
porte-parole du Gouvernement,*

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur du cabinet,
A. CHRISTNACHT*

*Le ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur,
Pour le ministre et par délégation :*

*Le directeur du cabinet,
D. CADOUX*

ANNEXE

LISTE DES NOMS ET ADRESSES DE (1)

- 1° Aéroports de Paris.
- 2° Directions régionales de l'aviation civile.
- 3° Services d'Etat et services de l'aviation civile outre-mer.
- 4° Districts aériennes.
- 5° Régions aériennes, régions maritimes et commandements des forces aériennes outre-mer.

(1) La liste des noms et adresses des correspondants civils et militaires peut être consultée au Bulletin officiel du ministère de l'équipement, du logement, des transports et de la mer.

commune de LINGÈVRES
DÉPARTEMENT DU CALVADOS

ELABORATION DU P.L.U.
APPROBATION

vu pour être annexé à la
délibération du Conseil Municipal

en date du : - 5 MARS 2004

LE MAIRE



4-4 - ANNEXES SANITAIRES

**AGENCE
SCHNEIDER**

**architectes
urbanistes**

42, AVENUE DU 6 JUIN
14000 CAEN
TEL 02 31 35 49 60
FAX 02 31 35 49 61
florent.schneider@wanadoo.fr

SOMMAIRE

| | |
|---|---------------|
| 1 GÉNÉRALITÉS | 1 |
| 1.1 REMARQUES PRÉLIMINAIRES | 1 |
| 1.2 DÉMOGRAPHIE | 1 |
| 1.3 TOPOGRAPHIE, HYDROGRAPHIE ET GÉOLOGIE | 1 |
| 1.3.1. <i>Topographie</i> | 1 |
| 1.3.2. <i>Hydrographie</i> | 1 |
| 1.3.3. <i>Géologie</i> | 2 |
| 2 RÉSEAU D'EAU POTABLE | 3 |
| 2.1 RESSOURCES | 3 |
| 2.2 QUALITÉ DE L'EAU | 3 |
| 2.3 STOCKAGE ET RÉSEAU DE DISTRIBUTION | 4 |
| 2.4 DÉFENSE INCENDIE | 4 |
| 2.5 BESOINS EN EAU POTABLE | 4 |
| 3 ASSAINISSEMENT DES EAUX USÉES | 5 |
| 3.1 ANALYSE DE L'ASSAINISSEMENT EXISTANT | 5 |
| 3.2 ASSAINISSEMENT RETENU DANS LE CADRE DE L'ÉTUDE DE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT | 5 |
| 4 ASSAINISSEMENT DES EAUX PLUVIALES | 8 |
| 5 RAMASSAGE DES ORDURES MÉNAGÈRES | 10 |

Généralités

1.1 Remarques préliminaires

Le dossier des annexes sanitaires du Plan d'Occupation des Sols de la commune de **LINGEVRES** a pour objet de dresser l'inventaire des installations existantes en matière d'équipements d'eau potable, d'assainissement des eaux usées et des eaux pluviales, et de la collecte des ordures ménagères.

Il présente également les projets d'aménagements prévus par la commune.

1.2 Démographie

Au dernier recensement de 1999, la commune comptait un total de **458 habitants pour 187 logements**.

La commune connaît une stagnation de sa population mais une progression de son parc de logements avec des constructions neuves.

Le Plan Local d'Urbanisme prévoit de nouvelles zones constructible :

- ◆ En prolongement du bourg,
- ◆ et au hameau les Feuilletts.

1.3 Topographie, hydrographie et géologie

1.3.1. Topographie

Le territoire de la commune est situé dans le bassin versant amont de la Seulles avec un de ses affluents le ruisseau de Pont St Esprit qui façonne ainsi le paysage et la topographie du secteur.

Le bourg est implanté sur une butte avec de part et d'autre le ruisseau avec des talwegs et des vallées.

La topographie est donc régulière sur les parties de plateau (2-3%) du sud vers le nord de la cote 135 m NGF à la cote 80 m NGF et s'accroît au droit des vallées et des talwegs (5-15%).

1.3.2. Hydrographie

La commune est traversée par la rivière « Le Pont Saint Esprit ».

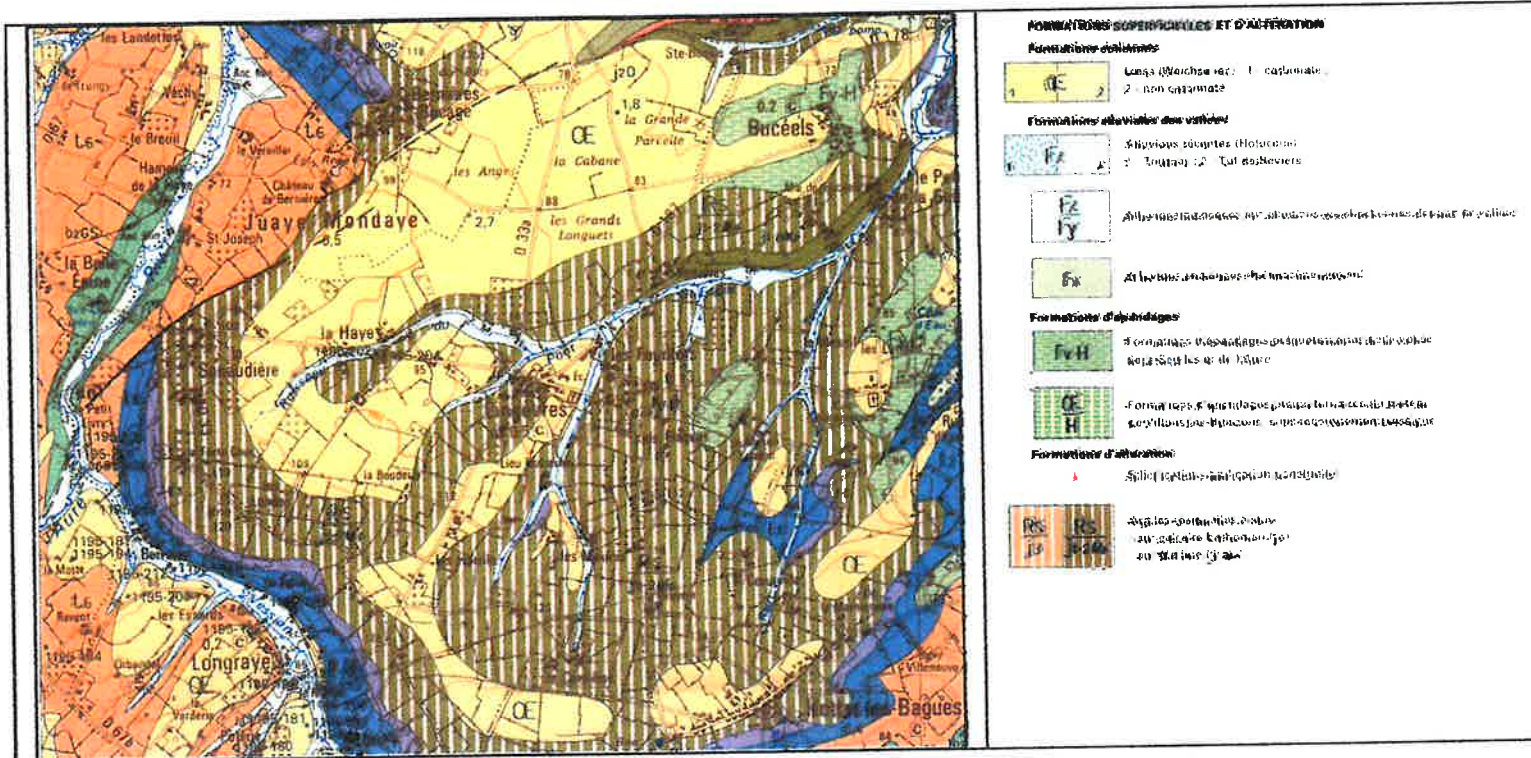
Il existe également le ruisseau du Pont Tueloup qui prend sa source sur la commune de Hottot-les-Bagues et se jette dans le Pont Saint Esprit à Lingèvres, à "la Rue du Four".

La commune repose sur les formations géologiques (d'après la carte géologique au 1/50 000ème) des calcaires du Bajocien et plus particulièrement sur la formation de l'Oolite ferrugineuse de la "Malière" du Bajocien inférieur.

Il s'agit d'une formation composée d'un produit d'altération typique du calcaire par décarbonatation et accumulation de phase résiduelle insoluble qui forme l'argile à silex. Elle recouvre l'horizon peu épais du calcaire micritique à oolitique ferrugineux de couleur ocre jaunâtre.

Les dépôts éoliens limoneux du quaternaire ont recouvert les plateaux et surmontent donc les terrains marneux.

Extrait de la carte géologique du secteur de Lingèvres au 1/50000^{ème}



Réseau d'Eau Potable

2.1 Ressources

Le commune est alimentée en eau potable par le syndicat d'eau potable de Tilly sur Seulles.

La distribution est assurée par la SAUR-CISE.

Il existe un *captage d'eau potable sur la commune au lieu dit Pont Catel* qui a été abandonné puisqu'il s'est colmaté et écroulé rapidement. Sur site se trouve toutefois la station de traitement des eaux.

L'alimentation en eau potable est assurée par les forages de Galletey et du Village de Juaye qui sont implantés sur la commune de Juaye Mondaie et qui appartiennent au Syndicat d'AEP de Juaye Mondaie.

L'eau est refoulée à partir des forages vers la station de traitement de Lingèvres au lieu dit Pont Catel par une canalisation en fonte de Diamètre 150 mm.

L'eau est alors déferrisée et chlorée.

2.2 Qualité de l'eau

La qualité de l'eau fait l'objet d'un contrôle régulier effectué par la D.D.A.S.S..

L'eau du forage de Galletey a une très bonne qualité brute (avec en particulier des teneurs très faibles en nitrates et en produits et sous-produits phytosanitaires) et respecte les normes de potabilité.

L'eau du forage du Village de Juaye est de moins bonne qualité avec des teneurs encore faibles en nitrates (10-15 mg/l) mais quelques dépassements des normes sur produits et sous produits phytosanitaires (0.12 mg/l en atrazine).

Les eaux brutes sont ensuite mélangées et traitées à la station de Lingèvres puis envoyées au château d'eau de Hottot par une canalisation en fonte de diamètre 200 mm.

Le château d'eau d'Hottot-les-Bagnes alimente donc ensuite la commune et l'eau distribuée est de bonne qualité.

Les contrôles font état d'une eau conforme aux normes sur l'ensemble des paramètres en distribution.

2.3 Stockage et réseau de distribution

La commune est desservie à partir du château d'Hottot-les-Bagnes implanté au carrefour des routes RD9 et VC n°2 de Lingèvres à une cote terrain de 129 mNGF.

Le réseau d'alimentation qui part du château d'eau est actuel en diamètre 81/90 mm en PVC.

Le bourg est également alimenté en diamètre 81/90 mm et les autres secteurs sont alimentés avec des canalisations de petits diamètres 53/63 mm voire 42/50 mm.

Globalement, l'alimentation est assurée par un réseau de petits diamètres qui ne permet pas à la commune un développement important de son urbanisation.

La création des 3 zones constructibles dans le bourg pourront toutefois être alimentée par le réseau de distribution par des extensions du réseau.

Les hameaux de la Galète et Senaudière situés à l'ouest de la commune sont alimentés en eau potable par le SIAEP de Balleroy.

La commune possède de plus une connection avec le Syndicat d'AEP de Balleroy mais qui ne représente pas une sécurité puisqu'il est limité en eau en terme de production.

2.4 Défense incendie

Il existe actuellement

- ♦ 3 poteaux incendie situés au Pont-Catel, au Harrils et la Haye. les 2 premiers sont alimentés par la canalisation en fonte 200 mm issues de la station d'épuration de traitement. Ils pourront à priori fournir 60 m³ / h pendant 2 heures sous 0.6 à 1 bars. Celui du hameau la Haye est alimenté par des canalisations de faible diamètre qui ne permet pas de répondre aux besoins de défense incendie imposée par les pompiers
- ♦ et 4 bouches à incendie alimentées par des canalisations de petits diamètres. Elles ne pourront pas fournir 60 m³ / h pendant 2 heures sous 0.6 à 1 bars

On constate que le bourg ne possède ni poteaux d'incendie ni de bouches.

La défense pourrait être complétée par la création d'un petit bassin de retenue des eaux du ruisseau dans le bas du bourg.

2.5 Besoins en eau potable

La consommation d'eau potable a été en 1999 de 24 000 m³ pour 176 abonnés, soit une consommation moyenne de 136 m³/an/abonné.

Cette consommation est assez forte pour une commune rurale.

Les besoins en eau potable sont actuellement couverts.

Les zones ouvertes à l'urbanisation ne représentant que quelques dizaines d'habitants supplémentaires au niveau du bourg, leur alimentation ne pose pas de problème à moyen terme.

Assainissement des eaux usées

3.1 Analyse de l'assainissement existant

La commune ne dispose pas actuellement de réseau d'assainissement collectif des eaux usées. Elle a engagé une étude de zonage d'assainissement conformément à la loi sur l'Eau.

Dans ce cadre, une enquête sur les habitations assainies en autonome a été réalisée afin de connaître l'état sanitaire et le fonctionnement des assainissements non collectifs existants à partir de l'envoi de questionnaires.

L'enquête a été effectuée en 2000 sur l'ensemble des habitations (187).

Le taux de retour a été de **52.4% soit 98 questionnaires**, ce qui assez satisfaisant.

Les principaux enseignements de ces questionnaires sont :

- ◆ Un habitat ancien avec plus de 50% des constructions réalisées avant 1900,
- ◆ Une très grande majorité de logements (71%) qui ont un dispositif d'assainissement autonome en filière séparée, c'est à dire que les eaux vannes vont dans une fosse septique et les eaux ménagères vont vers un bac à graisse. Les nouvelles constructions sont en filière commune avec une fosse toutes eaux qui reçoit l'ensemble des eaux usées de la maison.
- ◆ Une majorité de dispositifs d'assainissement autonome avec soit une évacuation vers un puisard (non conforme à la réglementation) (23%) soit un **rejet direct** au fossé (non conforme) (36%).
- ◆ Un **faible taux de conformité** de seulement **41%** et donc 59% des logements non conformes.

3.2 Assainissement retenu dans le cadre de l'étude de zonage d'assainissement

Conformément à la Loi sur l'Eau du 3 Janvier 1992 et au décret du 3 Juin 1994, la commune a déterminé des zones relevant de l'assainissement collectif et des zones relevant de l'assainissement non collectif.

La commune de Lingèvres a retenu les choix suivants après examen du conseil municipal (cf. délibération ci-jointe) :

1. Assainissement collectif :

La commune a retenu l'assainissement collectif pour les habitations du **bourg et du hameau des Feuilletts pour partie**, avec la création d'une station d'épuration propre à la commune du type Lagunage naturel d'une capacité de 300 EH.

Les zones urbanisables du bourg seront raccordées au réseau de collecte.

Le projet collectif concerne 55 branchements existants dont l'école qui compte une trentaine d'élèves.

Le réseau de collecte sera composé d'un réseau gravitaire en PVC de 150 à 200 mm de diamètre sur 1620 ml sous voirie et 65 ml sous chemin, de deux postes de refoulement et de deux canalisations de refoulement de diamètre 80 mm d'un total de 240 ml.

La station d'épuration proposée est du type lagunage naturel avec un rejet dans le ruisseau du Pont Saint-Esprit.

Le dimensionnement de la station d'épuration est basé sur le nombre d'équivalent-habitants (EH) existants. Le nombre d'EH existant peut être estimé à 190 EH en prenant le ratio usuel de 3 EH/logement.

La station d'épuration sera dimensionnée pour 250 à 300 EH pour tenir compte du développement de la commune. Ce dimensionnement pourra être réajusté en fonction des perspectives réelles de développement.

Cet ouvrage sera soumis à déclaration selon l'arrêté du 21 juin 1996.

L'implantation de la station d'épuration a été prévue sur la parcelle n°80, le ruisseau du Pont Saint-Esprit pouvant être le milieu récepteur (Le débit d'étiage de ce ruisseau n'est pas connu, mais semble capable de recevoir le rejet de la station).

Le type de station d'épuration envisagé est du type lagunage naturel.

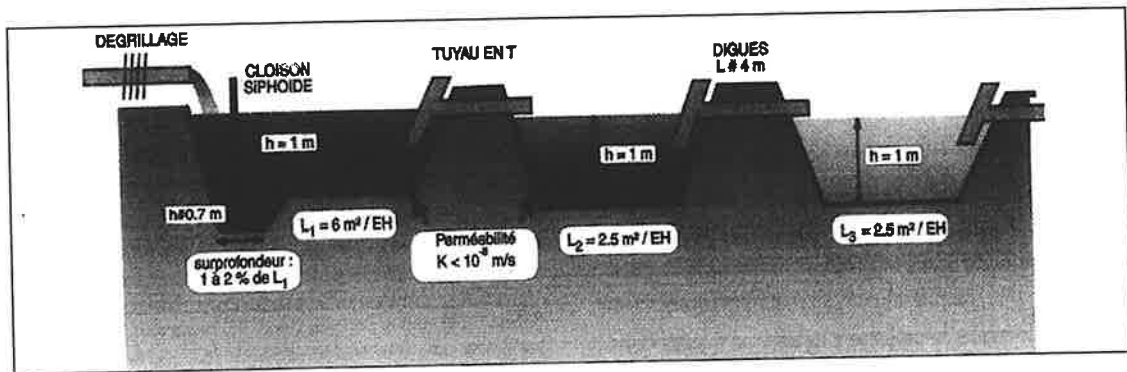
Elle sera constituée :

- ◆ d'un poste de relèvement,
- ◆ d'un dégraisseur statique rustique,
- ◆ d'une lagune de décantation ou primaire qui sera le siège de l'abattement de la charge polluante carbonée. Elle aura une surface de 1 750 m², une profondeur de 1 mètre avec une surprofondeur en tête pour le curage du cône d'accumulation des dépôts.
- ◆ de deux lagunes de finition de 750 m² chacune et d'une profondeur de 1 mètre,
- ◆ d'un ouvrage de mesure de débit (canal de sortie du type venturi),
- ◆ d'une étanchéité par une bâche (si nécessaire en fonction de l'étude préalable).

La surface d'implantation minimum à prévoir est d'environ 7 000 m².

Le fonctionnement d'un lagunage comprend les opérations suivantes :

Schéma 1 : Schéma de principe d'un lagunage naturel

2. Assainissement non collectif :

La commune a retenu l'assainissement non collectif sur le reste du territoire.

Les constructions nouvelles sur la "assainissement non collectif" devront prévoir de mettre en place un assainissement autonome réglementaire adapté à la taille de l'habitation, à la parcelle et au type de sol.

En Annexe 3, la carte des sols et de leur aptitude à l'assainissement autonome au 1/5000^{ème} indique les secteurs favorables et défavorables.

1. **Secteurs favorables (CLASSE 1 ET CLASSE 2) :** La filière à mettre en place est la filière de référence à savoir une fosse toutes eaux de 3 m³ suivie d'une **épandage souterrain** d'au moins 3*15 ml de drains d'assainissement pour un logement de type F5.
2. **Secteurs défavorables (CLASSE 3 et CLASSE 4) :** La filière à mettre en place est une filière de substitution (fosse toutes eaux de 3 m³ suivie d'un filtre à sable drainé) ou localement une filière de référence à savoir une fosse toutes eaux de 3 m³ suivie d'une **épandage souterrain surdimensionné** d'au moins 4*25 ml de drains d'assainissement pour un logement de type F5 avec un drainage des eaux du sol de la zone d'épandage.

Assainissement des eaux pluviales

Comme la plupart des communes rurales du bocage, les eaux pluviales sont collectées principalement par des fossés ou les accotements le long des routes. Elles rejoignent un milieu superficiel proche ou se dispersent par infiltration dans les fossés.

Les exutoires sont composés des nombreux talwegs qui traversent la commune et qui alimentent la rivière "Le Pont Saint Esprit" et le ruisseau du "Pont Tueloup".

Certains secteurs sont équipés de réseaux de collecte (grille, canalisation, avaloirs).

Il s'agit en particulier :

- ◆ Du bourg,
- ◆ Et du hameau les Flagues qui possède un réseau des eaux pluviales avec des grilles de place en place et dont l'exutoire est le fossé de la RD 13 .

L'évacuation des eaux pluviales ne pose actuellement aucun problème sur la commune.

Ramassage des ordures ménagères

La commune de LINGÈVRES adhère au Syndicat Intercommunal pour le Traitement des Surplus Ménagers du Bessin (S.I.T.S.M.B), qui regroupe 63 communes. Il assure la collecte sélective des propres et secs depuis 1998 et le traitement des déchets ménagers et assimilés depuis 1976. Son siège est à Bayeux.

1 – Collecte

- des ordures ménagères : 1 collecte par semaine (mercredi)

- des “propres et secs” (verre, carton, métal, plastique) : Apport volontaires sur sites aménagés . Il existe un point de collecte sur la commune : place de l’église .

- des encombrants : 1 collecte par an.

La déchetterie SEA à Esquay-sur-Seulles est ouverte gratuitement à tous les habitants des communes adhérant au Syndicat (depuis 1999).

- des déchets verts : pas de collecte .

Évolution de la collecte

En 2000, ce sont 102 t d’ordures ménagères qui ont été collecté et 23t de propres et secs ; en 2001, la collecte des ordures ménagères a diminué de 1%, et celle des propres et secs progressé de 5% , pour s’élever à 19% du total des déchets collectés.

2 – Traitement des déchets

Le ramassage des ordures ménagères est effectué par l’entreprise GODET Daniel de LIVRY. Elles sont traités par le centre d’enfouissement technique VALNOR de Livry.

L’entreprise ONYX-CGEA assure la collecte des déchets soumis au tri sélectif et des encombrants.

Les papiers sont valorisés par la papeterie de la CHAPELLE D’ARBLAY (76) ; Le verre par l’entreprise TOURRES ET CIE (76), les briques alimentaires par DHP (59), les plastiques par VOLORPLAST (92), le carton par SMURFIT (27) et l’acier par PREFENORDS (59).